

Annuaire des patrons vaudois

devenue «molle». Elles présentent leur catalogue de mesures pour la nouvelle législature



Offensive
De gauche à droite: Luc Thomas, Claudine Amstein, Christophe Reymond et Olivier Feller. PATRICK MARTIN

est peu lisible, mais l'accroissement continu des dépenses pour le social n'est pas sain du tout», estime Claudine Amstein. Une des mesures illustre plutôt bien la ligne proposée: «Réduire les aides sociales pour diminuer leur attractivité.»

Le cas de la fiscalité est plus complexe et plus urgent. Les sociétés ont besoin de stabilité et de prévisibilité pour pouvoir planifier leurs affaires, explique-t-on dans les milieux économiques. «Nous ne remettons pas du tout en question le paquet

vaudois de la troisième réforme de l'imposition des entreprises, il doit être appliqué le plus vite possible», assure Christophe Reymond. Pas grand monde ne va aller à l'encontre d'un objet accepté à 87% dans les urnes...

Les grandes lignes du document

propositions de l'économie sont bienvenues, nous allons les analyser en détail pour voir ce qui est faisable et ce qui ne l'est pas», explique Philippe Jobin, président du groupe UDC. Mais pour cela, il faut s'entendre sur les

«Cela contraindra la majorité de gauche du Conseil d'Etat à renoncer à des mesures problématiques»

Mathieu Blanc Vice-président du PLR

thèmes. «Une cohésion sera nécessaire», reconnaît Philippe Jobin. Si l'UDC et les Vert'libéraux ont déjà réclamé des baisses linéaires d'impôts, le PLR est resté un peu plus prudent sur le sujet jusqu'à présent - même si le parti cantonal a déjà prévenu la semaine dernière qu'il n'hésiterait pas

à refuser certains postes du budget, avertissement lancé en présence de son conseiller d'Etat en charges des Finances, Pascal Broulis.

Certaines propositions sont jugées «très intéressantes» par tous les élus interrogés, tel la modification du statut du CHUV et le changement de cap dans la santé. «A titre personnel, j'approuve la majorité des propositions qui sont présentées. Dans l'aménagement du territoire cela rejoint nos demandes. Sur le plan général, notre souci de préserver la prospérité du canton pour le bien commun va dans le même sens que les associations», explique Mathieu Blanc, vice-président du PLR. Certes, le Grand Conseil ne gouverne pas. «Mais une politique déterminée permettra de refuser beaucoup de projets, espère-t-il. Et cela contraindra la majorité de gauche du Conseil d'Etat à renoncer à des mesures problématiques dont elle sait qu'elles ne pourront pas passer la rampe.»

P.C.

Une fiscalité plus conflictuelle

La fiscalité des personnes physiques est potentiellement plus conflictuelle. Les faitières proposent en vrac: d'alléger l'impôt sur la fortune, de supprimer celui sur les successions et de réduire l'impôt sur le revenu. «L'augmentation des recettes fiscales part dans l'accroissement de l'administration», se désole Claudine Amstein. Ce n'est pas vraiment la politique défendue par le ministre des Finances jusqu'à présent. En 2015, au sujet de l'impôt sur les successions, Pascal Broulis déclarait au journal *Le Temps*: «C'est un impôt magnifique et l'idée de l'abolir pour les descendants directs est fautive.» Quant à l'impôt sur le revenu, il s'est montré l'allié objectif de la gauche en refusant de le baisser.

Pour devenir concrètes, ces «impulsions» devront donc passer par la case Grand Conseil. Les députés de droite vont-ils suivre les organisations patronales? Sur la fiscalité, la dernière législature laisse perplexe. A plusieurs reprises le parlement a eu l'occasion d'adopter des amendements pour réduire le coefficient d'impôt. Mais, à chaque fois, ils ont été refusés par la majorité du groupe PLR. Ce qui fait dire à Claudine Amstein: «Il va falloir que les lignes bougent.»

Impulsions 2022, propositions pour une économie vaudoise forte

faites par:
CVCI Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie
Prométerre Association vaudoise de promotion des métiers de la terre
FPV Fédération patronale vaudoise
CVI Chambre vaudoise immobilière



CONSTAT
La santé financière du canton se dégrade. Il faut réagir

Résumé des principales propositions



FISCALITÉ
• Réduire les impôts et supprimer l'impôt sur les successions
• Appliquer la RIE III vaudoise pour les entreprises



INFRASTRUCTURES
• Rénover le réseau routier, l'agrandir lorsque c'est nécessaire
• Créer des parkings en suffisance



FORMATION
• Insister sur les fondamentaux à l'école (maths, français)
• Revaloriser l'apprentissage
• Orienter la formation vers les métiers



AMÉNAGEMENT
• Donner plus d'autonomie aux communes pour les plans d'affectation
• Simplifier l'octroi des permis de construire
• Renoncer au droit d'emption légal



SANTÉ
• Transformer le CHUV en établissement autonome
• Abandonner les limitations aux cliniques privées
• Refuser l'initiative pour les soins dentaires



ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT
• Inciter plutôt que taxer ou contraindre
• Revoir la planification de façon réaliste (par ex. les éoliennes)
• Simplifier les normes



SOCIAL
• Créer un guichet unique pour les aides
• Réduire l'aide sociale pour diminuer son attractivité



AGRICULTURE
• Créer un centre cantonal de formation, de recherche et de promotion
• Développer une marque cantonale
• Alléger la fiscalité

P. F.Y. SOURCE: IMPULSIONS 2022

«Avec les élections, certains ont pu avoir le sentiment que tout allait bien (...). Eh bien non, on ne peut pas continuer comme ça!»



Claudine Amstein
Directrice de la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie

«L'idée n'est pas d'être réactif, mais d'anticiper. C'est pourquoi nous formulons ces propositions en début de législature»



Olivier Feller
Directeur de la Chambre vaudoise immobilière

«Nous souhaitons attirer l'attention sur le fait que nos avantages comparatifs s'effritent. Notre croissance est molle»



Christophe Reymond
Secrétaire général de la Fédération patronale vaudoise

«Vaud est le deuxième canton agricole et nous avons la conviction qu'il n'y aura pas de prospérité agricole si l'économie ne se porte pas bien»



Luc Thomas
Directeur de Prométerre